

# Future APN : les jeunes en outsiders ?

Page 3

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dix-neuvième année - N° 5344 - Mercredi 7 avril 2021 - Prix : 10 DA

Situation du pays sur les plans politique et sécuritaire

## Tebboune préside une réunion du Haut conseil de sécurité

Page 3

Le marché hésite après l'Opep+

## Le pétrole remonte après une forte baisse la veille

Page 2

### La vaccination dans le monde plus lente que prévu

Par Mohamed Habili

**A**u début de cette année, ce qui à quelques jours près a coïncidé avec le début de la vaccination en Grande-Bretagne, le premier pays à ouvrir le bal, on pouvait encore penser que de ce fait même le compte à rebours de la pandémie a commencé. Maintenant que l'on dispose de l'arme contre le Sars-Cov2, se disait-on, sûrement à l'autre bout du tunnel, la lumière allait se mettre à briller, faiblement d'abord, parce qu'elle était lointaine, puis de plus en plus fort, car il ne se passerait plus de jour sans que ce soit rapproché d'elle. Un trimestre plus tard, et bien que plus de 665 millions de doses aient été administrées à travers le monde, il ne semble pas que beaucoup de chemin ait été parcouru dans cette direction. D'autant moins que ce chiffre est celui de toutes les doses injectées, premières et deuxièmes doses confondues. Or sans que l'on se le soit jamais expressément dit, le sentiment général était que l'autre bout du tunnel ne revêtait pas un sens spatial mais temporel. On n'avait pas une distance à parcourir mais du temps à passer. Grâce à la vaccination, on devrait en avoir fini avec la pandémie au plus tard à la fin de l'année. Une opération de cette envergure qui prendrait plus qu'une année pour être menée à son terme ne semblait pas quelque chose de proportionné, ni même de vraisemblable.

Suite en page 3

Des créances à 148 milliards de dinars

## Sonelgaz envisage les coupures aux non-payeurs



PH/D. R.

La Société nationale de l'électricité et du gaz (Sonelgaz) menace de sévir contre les abonnés qui ne se sont pas acquittés de leurs factures depuis plusieurs années et dont le montant s'élève actuellement à 148 milliards de dinars. Page 2

Forum de l'économie culturelle

## Des propositions pour un environnement propice à l'investissement

Page 3

Alors que les bilans de la FAF ont été adoptés

## L'AG électorale, le grand enjeu

Page 15

Des créances à 148 milliards de dinars

# Sonelgaz envisage les coupures aux non-payeurs

■ La Société nationale de l'électricité et du gaz (Sonelgaz) menace de sévir contre les abonnés qui ne se sont pas acquittés de leurs factures depuis plusieurs années et dont le montant s'élève actuellement à 148 milliards de dinars.

Par Louisa Ait Ramdane

**S**onelgaz vit actuellement une situation financière des plus inquiétantes due au non-paiement des factures de consommation, avec l'épidémie de coronavirus et les mesures prises pour en endiguer la propagation. Les créances du Groupe s'élèvent actuellement à 148 milliards de dinars. Son président-directeur général, Chahar Boulakhras, explique, en marge de la visite de travail et d'inspection effectuée dans la wilaya de Sétif, que les dettes de Sonalgaz étaient passées à 180 milliards/DA à l'avènement de la pandémie de coronavirus, contre 60 auparavant, pour se fixer actuellement à 148 milliards. Une situation qui contraint la société à recourir à tous les moyens pour récupérer son argent devant servir à la réalisation d'autres projets et à l'amélioration d'autres prestations de services.

La société a décidé ainsi de sévir contre les abonnés qui ne se sont pas acquittés de leurs factures depuis plusieurs années. Elle est donc dans l'obligation de couper la fourniture de gaz et d'électricité aux non-payeurs.

Le P-DG de Sonalgaz a décliné un plan d'urgence en prévision du mois du ramadhan et de la saison estivale, tablant, pour ce faire, sur la production de 2 700 mégawatts et l'installation de 130 transformateurs élec-



Ph/D. R.

triques à haute tension pour soutenir le réseau électrique.

«La bataille de la production électrique par le Groupe Sonelgaz et ses filiales a été remportée à travers le territoire national, en attendant les programmes d'énergies renouvelables pour le renforcement des réseaux de production», fera-t-il savoir. Le prochain défi dans ce domaine, a-t-il ajouté, consiste en la réalisation de centrales électriques et la fabrication des équipements.

Soulignant le nouveau défi consistant à augmenter le taux d'intégration nationale en

matière de réalisation de centrales électriques et de fabrication d'équipements, il a précisé que c'est dans le cadre de cette dynamique, adoptée par le Groupe Sonelgaz, que s'inscrit, à titre d'exemple, la réalisation à Biskra, en partenariat avec la Corée du Sud, de la première centrale électrique utilisant des «turbines» fabriquées en Algérie. Il fera état, dans ce sens, de la poursuite des efforts en vue de l'exportation de ces équipements à l'avenir. Il a assuré, dans ce sillage, que l'Algérie avait franchi des pas gigantesques en

matière de maintenance et d'exploitation de structures, ajoutant que beaucoup reste à faire encore afin d'augmenter

le taux d'intégration et de relever le défi en matière de production énergétique et de fabrication.

L. A. R.

Bilan des dernières 24 heures

## Virus : 140 nouveaux cas et 4 décès

L'ALGÉRIE a enregistré 4 nouveaux décès du coronavirus ces dernières 24 heures, soit un cas de plus qu'hier (3), portant à 3 112 le total des morts, a annoncé, hier, le porte-parole du Comité scientifique en charge de la gestion de l'épidémie, le Pr Djamel Fourar.

Le nombre de contaminations a connu une nouvelle hausse, avec 140 cas, soit 23 cas de plus par rapport au bilan d'hier (117), pour atteindre, au total, 117 879 cas confirmés.

R. N.

Le marché hésite après l'Opep+

## Le pétrole remonte après une forte baisse la veille

**L**es prix du pétrole remontaient hier après une forte baisse la veille, le marché s'acclimatant à l'idée d'une hausse de la production des membres de l'Opep+.

Vers 10h05 GMT, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en juin valait 63,85 dollars à Londres, en hausse de 2,74 %. A New York, le baril américain de WTI pour le mois de mai gagnait 2,80 %, à 60,29 dollars. Depuis la décision, jeudi, de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et de ses partenaires d'augmenter graduellement leur production au cours des prochains mois, le marché de l'or noir peine à trouver une direction forte : en nette hausse jeudi, les cours avaient piqué du nez lundi, avant de se reprendre hier. Dans un premier temps, les investisseurs se sont focalisés sur l'optimisme de l'Opep+, qui mise sur une reprise rapide de la demande de pétrole alors que le monde se déconfinait et que les déplacements reprennent. Depuis le début de l'année, le marché du pétrole mise sur cette reprise de la demande : le Brent gagne 22,5 % depuis le 1<sup>er</sup> janvier et le WTI 23,4 %. Pour les analystes de JP Morgan, l'augmentation prévue de la pro-



duction saoudienne est notable : «Une explication pourrait être la visibilité qu'ils ont sur la reprise de la demande, car les contrats qu'ils signent avec les raffineries leur permettent de voir combien le marché absorbera de brut sur les deux prochains mois», écrivent-ils. «On ne peut que spéculer sur ce qui s'est passé lors de cette réunion, mais il y a eu un coup de téléphone entre les ministres de l'Énergie de l'Arabie saoudite et des États-Unis juste avant la réunion», a également sou-

ligné Eugen Weinberg, analyste chez Commerzbank. Le gouvernement américain, allié historique de l'Arabie saoudite, a par le passé fait pression sur le premier exportateur mondial pour éviter qu'un envol des cours du baril ne se transforme en une hausse trop élevée des prix à la pompe. «Le seuil de 70 dollars le baril est la limite de l'acceptable pour l'administration américaine», juge Tamas Varga, analyste chez PVM. Pendant que l'incertitude plane également sur la reprise de la

demande, alors que la campagne de vaccination avance vite aux États-Unis mais est à la peine en Europe, les analystes s'attendent à ce que la volatilité reste élevée sur le marché. Au terme de leur dernière réunion, les pays de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et leurs dix alliés, réunis au sein de l'Opep+, ont en effet choisi d'augmenter leur volume de production de 350 000 barils par jour en mai et juin, puis de 441 000 barils en juillet. Les acteurs du marché sont également attentifs aux tentatives de rapprochement entre les États-Unis et l'Iran, qui pourraient être de nature à faire grossir l'offre d'or noir. Les deux pays ont accepté d'entamer cette semaine à Vienne de premières négociations indirectes, par l'intermédiaire des Européens, pour tenter de sauver l'accord international sur le nucléaire iranien. L'ex-président américain Donald Trump avait claqué la porte en 2018 de cet accord-clé conclu trois ans plus tôt, et avait rétabli toutes les sanctions contre Téhéran, qui en retour a commencé à s'affranchir des restrictions à son programme nucléaire.

Meriem Benchaoua



Prochaines élections législatives

# Future APN : les jeunes en outsiders ?

■ Les partis dits démocrates seront absents à l'Assemblée populaire nationale qui découlera des élections du 12 juin prochain. Une première dans les annales de la chambre basse du Parlement qui sera composée, pour les cinq années à venir, principalement de députés islamistes et indépendants.

Par Aomar Fekrache

Une nouvelle configuration politique due au boycott de l'échéance électorale par certaines formations et la sanction de l'urne qui risque de recaler des partis connus, durant la pré-

## Situation du pays sur les plans politique et sécuritaire Tebboune préside une réunion du Haut conseil de sécurité

LE PRÉSIDENT de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, Chef suprême des forces armées, ministre de la Défense nationale a présidé, hier, la réunion périodique du Haut Conseil de Sécurité, consacrée à l'évaluation de la situation générale du pays sur les plans politique et sécuritaire, selon un communiqué de la présidence de la République.

"Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, Chef suprême des forces armées, ministre de la Défense nationale a présidé, mardi 6 avril 2021, la réunion périodique du Haut Conseil de Sécurité, consacrée à l'évaluation de la situation générale du pays sur les plans politique et sécuritaire", lit-on dans le communiqué. "Après avoir écouté les interventions des membres du Haut Conseil de Sécurité sur les questions inscrites à l'ordre du jour, le président de la République a salué les efforts déployés par les institutions de l'Etat pour la préparation des élections législatives du 12 juin 2021, mettant l'accent sur l'impératif de prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir la réussite de cette échéance", a ajouté la même source.

"Le Haut Conseil de Sécurité s'est également penché sur les actes subversifs et les graves dérapages émanant de milieux séparatistes et de mouvances illégales proches du terrorisme, qui exploitent les marchés hebdomadaires", selon la même source.

A ce propos, "le président de la République a affirmé que l'Etat sera intrinsèque face à ces dérapages, qui sortent du cadre de la démocratie et des droits de l'Homme, donnant instruction pour l'application immédiate et rigoureuse de la loi en vue de mettre terme à ces activités non innocentes et à ces dépassements sans précédent, notamment à l'égard des institutions et symboles de l'Etat, et qui tentent d'entraver le processus démocratique et développemental en Algérie", a conclu le communiqué.

R. N.

cédente mandature, pour leur allégeance au pouvoir. Ces derniers sont le Front de libération nationale (FLN), le Rassemblement national démocratique (RND) et autres petites formations qui formaient l'alliance présidentielle. Après avoir été majoritaire à l'hémicycle, ces partis ne devraient pas trop peser au prochain mandat. Avec les nouvelles règles du jeu, faites de transparence, d'interdiction de la chakra et des quotas, la carte politique nationale connaîtra, à coup sûr, une profonde mutation. Le FLN et le RND, après le hirak populaire, aura du mal à convaincre, leur image étant sérieusement écornée. Le terrain sera certainement occupé par d'autres forces partisanes et de nouveaux prétendants à un siège pour l'hémicycle. Les partis islamistes, au grand complet, à la prochaine élection, auront leur mot à dire. C'est d'ailleurs une occasion inespérée pour eux d'avoir la majorité et imposer leur logique à l'APN. En l'absence des démocrates (FFS, RCD et PT) et la fragilité et impopularité du FLN et RND, ils auront le terrain pour eux seuls, pourvu qu'ils parviennent à mobiliser leur base électorale et, aussi, éviter de se faire surprendre par les listes indépendantes, constituées de diplômés d'université, de militants du mouvement associatif et membres de la société civile. Ces derniers ont tous les atouts nécessaires pour faire la différence, surtout que la concurrence électorale se fera au niveau local (villages, quartiers, tribus),



Ph/D. R.

et l'ancrage des personnes est plus important que les programmes partisans ou autres considérations idéologiques. Les facilitations annoncées par le président de la République visant à aider et appuyer la candidature des jeunes seront certainement déterminantes et sont en mesure de leur permettre de rivaliser avec les appareils de partis et leurs réseaux. Les représentants du peuple à l'Assemblée populaire nationale, toujours pointés du doigt par la population qui leur reprochait de bénéficier des faveurs du poste pour se servir et se remplir les poches, sont confrontés à l'épreuve, et pas des moindres,

de regagner la confiance des électeurs. La prochaine législature, en l'absence des partis dits démocrates, jouant le rôle de l'opposition, est appelée à se réinventer pour jouer pleinement son rôle. En attendant de connaître les partis qui devraient rejoindre le gouvernement et ceux qui opteront pour l'opposition, force est d'affirmer que le principal enjeu est la campagne électorale. Les candidats en lice ont l'obligation de faire preuve d'imagination et de sortir des sentiers battus pour se faire entendre par des électeurs peu enclins à participer aux élections législatives.

A. F.

## Forum de l'économie culturelle

### Des propositions pour un environnement propice à l'investissement

Les participants au Forum de l'économie culturelle, dont les travaux ont pris fin lundi soir à Alger, ont recommandé l'accompagnement et le soutien des artistes et porteurs de projets à travers la mise en place de mécanismes de soutien, de commercialisation de la production culturelle et la création d'un environnement adéquat à même d'encourager l'investissement dans les domaines de la culture et des arts et l'industrie culturelle. Ils ont appelé les porteurs de projets, les opérateurs économiques et les détenteurs de fonds à tirer profit des avantages prévus par les lois de finances en matière d'investissement, accordés par les différents dispositifs de soutien, à l'instar de l'Agence nationale de développement de l'investissement (Andi) en matière de foncier, dans le cadre de la concession ou des avantages fiscaux et douaniers.

Les recommandations du Forum de l'économie culturelle ont porté également sur l'encouragement des banques à accom-

pagner les projets proposés par les start-up et les micro-entreprises dans le domaine culturel et artistique et leur financement par des crédits bancaires, sur la base des taux définis par les textes de loi. La révision des mécanismes de soutien à la production culturelle et à la commercialisation à travers la mise en place d'avantages fiscaux et douaniers à même de faciliter la commercialisation du produit culturel algérien à l'étranger, a également été préconisée. Concernant la formation, les participants ont recommandé la promotion des programmes pédagogiques au niveau des établissements de formation relevant du secteur de la Culture, avec le recours, dans le cadre des conventions mixtes, à des experts étrangers et spécialistes dans le domaine culturel et artistique. Ils ont plaidé, dans ce même contexte, pour l'ouverture de spécialités dans les métiers de la production cinématographique, du théâtre, du patrimoine et des arts plastiques et pour le lancement de sessions et d'ateliers de formation

continue et spécialisée dans les métiers de production culturelle.

Les participants ont mis en avant également la nécessité d'accélérer la mise en place du réseau de distribution du produit culturel à l'intérieur et à l'extérieur du pays, ainsi que des plateformes numériques pour la promotion du e-paiement, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays, en vue de renforcer les transactions commerciales à caractère culturel, outre l'encouragement de la création de plateformes électroniques en vue de commercialiser le produit culturel. En matière d'édition et de distribution du livre, le Forum a recommandé une exonération fiscale sur le papier destiné à l'industrie du livre, avec la prise de mesures à même de contribuer à la création d'un véritable marché concurrentiel du livre en Algérie, en sus de l'encouragement de la création d'établissements publics et privés chargés de la distribution du livre dans le pays et à l'étranger.

Les participants ont appelé,

## La vaccination dans le monde plus lente que prévu

Suite de la page une

Une année, c'était en fait plus que suffisant pour damer le pion à une maladie qui après tout est pour la mortalité comparable à une méchante grippe. Tout tend à prouver qu'une fois de plus on a péché par excès d'optimisme. A son rythme actuel, et en ayant en vue les deux doses pour chaque personne, il est déjà acquis que la vaccination prendra bien plus de temps que prévu. On peut d'ores et déjà abandonner l'idée que cette année ne sera pas finie que la pandémie aura été vaincue, et encore moins que tout sera revenu comme c'était avant. Ce n'est pas cette année que les activités économiques les plus affectées pourront commencer à se rétablir. Le tourisme et le transport aérien ne sont pas au bout de leur peine. Tout ce qui à un titre ou à un autre en dépend en subira forcément le contre-coup. Les pays qui tirent du tourisme le meilleur de leurs ressources seront naturellement les plus pénalisés par la crise sanitaire, a fortiori si celle-ci s'étire dans le temps. Sans doute la reprise n'en sera-t-elle que plus forte quand son heure sera revenue. Encore faut-il que celle-ci se signale à l'horizon. Si on ne devait compter que sur la vaccination pour sortir de la pandémie, ce serait plutôt à désespérer. Et encore n'envisage-t-on pas l'avènement d'un variant de contournement se jouant de tous les vaccins existants. Une hypothèse qui est dans tous les esprits. Heureusement, il y a les traitements qui se sont déjà beaucoup améliorés, et qui sûrement seront encore plus efficaces à l'avenir. Il y a aussi le retour des beaux jours dans l'un des deux hémisphères, qu'il ne faut pas sous-estimer. Et puis il y a cette immunité naturelle des pays jeunes, ce que sont tous les pays africains, à même de s'en sortir sans l'appoint de la vaccination. Ce n'est pas le moindre des paradoxes de cette situation plantaire que ce soit le continent où la vaccination est la moins avancée qui se trouve le mieux armé pour juguler la maladie.

M. H.

par ailleurs, au regroupement sous forme de syndicats ou d'associations à même de contribuer à la consolidation de la coopération et de la communication institutionnelle en matière d'investissement culturel et l'association des acteurs de la culture à l'élaboration des politiques culturelles. Organisé par le ministère de la Culture et des Arts en collaboration avec le Cnese au CIC Abdellatif-Rahal, le Forum de l'économie culturelle a pris fin après trois jours d'interventions et de workshops animés par des porteurs de projets culturels, des artistes et des partenaires économiques et financiers.

Racim C./APS

Renforcer le lien de l'université avec son environnement

# Benziane : valoriser les travaux des chercheurs

■ Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Abdelbaki Benziane, a mis l'accent, lundi depuis Biskra, sur la nécessité de valoriser l'innovation et les travaux de la recherche pour contribuer au développement national.

Par Hocine B.

«**L**a nouvelle stratégie repose sur l'ouverture de l'université sur son environnement socio-économique, à travers l'exploitation des compétences en mesure de contribuer au développement du pays», a déclaré M. Benziane à la presse, en marge d'une visite de travail au Pôle universitaire Chetma de l'Université Mohamed-Khider (Biskra).

Et de rappeler que des orientations ont été données aux centres de recherche, dans ce cadre, pour renforcer le lien de l'université avec son environnement. Il sera question d'actualiser les lois en vigueur dans le secteur de l'Enseignement supérieur, conformément aux exigences et besoins de l'économie nationale, a-t-il fait savoir, soulignant que «les centres de recherches inaugurés à l'université de Biskra constituent le cadre pratique de cette démarche». Pour le ministre, les programmes d'action stratégique seront renforcés par le lancement, dans les jours à venir, des programmes nationaux de recherche, appelant les enseignants et les chercheurs ainsi que les compétences exerçant dans les entreprises économiques publiques et privées à participer à la mise en œuvre de ce programme conformément à une vision basée sur la communication et la satisfaction des exigences du marché et du développement local. Dans le cadre de la valorisation des travaux des chercheurs et des personnels pour l'amélioration du service public à caractère scientifique et culturel, M. Benziane a précisé que ces compétences seront distinguées à la faveur de leurs contributions qualitatives. Concernant les concours de doctorat qui ont suscité la polémique, le ministre a souligné que

la tutelle a organisé plus de 2 500 concours, dont 4 uniquement ont fait l'objet de préoccupations. Toutes les données scientifiques, administratives et techniques sont en cours d'examen actuellement, à l'effet de prendre les mesures nécessaires, a ajouté le ministre.

Interrogé sur la possibilité de créer des structures universitaires dans les wilayas fraîchement promues ou l'introduction de nouvelles spécialités demandées à l'image de la Médecine à Biskra, le ministre a affirmé que «cela ne peut être réalisé que dans le cadre d'un cahier des charges, d'études approfondies, de visites sur le terrain et de coordination avec les autorités locales afin de s'enquérir des capacités dont dispose chaque wilaya». Evaluant les conditions de prise en charge des étudiants au niveau de cette wilaya, M. Benziane a affirmé que les conditions dans les résidences universitaires étaient acceptables contrairement à certaines wilayas, soulignant la possibilité



PHOTO: R.

de réserver une chambre pour chaque étudiant.

Le ministre a entamé sa visite à Biskra par l'inauguration de deux cités universitaires (1 000 lits) et d'une plateforme technologique au nouveau du pôle universitaire dans la commune de

Chetma, avant de se rendre à l'université centrale (chef-lieu de wilaya) où il a inspecté de nouvelles structures et inauguré un groupement de laboratoires pédagogiques.

Il a clôturé sa visite en se rendant au pôle universitaire de

Chetma, où il a inauguré 4 000 places pédagogiques consacrées à la faculté des sciences et technologies.

Le ministre a également tenu une rencontre avec la famille universitaire et écouté leurs préoccupations. **H. B.**

## Foncier industriel

### Nécessité de trouver des solutions réglementaires à l'exploitation

Le ministre de l'Industrie, Mohamed Bacha, a relevé, lundi à Annaba, «la nécessité d'œuvrer à lever les obstacles entravant l'exploitation du foncier industriel disponible dans certaines zones industrielles, en proposant des solutions réglementaires efficaces pour promouvoir l'investissement productif».

Au cours de son inspection de l'extension de la zone industrielle de la commune de Berrahal, dans le cadre d'une visite de travail dans cette wilaya, le ministre a précisé que les difficultés d'ordre juridique soulevées au niveau de cette zone industrielle (extension) de 367

ha, «trouveront une solution dans un cadre légal permettant la levée des entraves et assurant la relance de l'exploitation de ce capital important de foncier industriel».

Le ministre de l'Industrie a ajouté que la promotion de l'investissement «nécessite la conjugaison des efforts de toutes les parties afin de lever les obstacles et assurer les conditions requises à la réussite de l'acte d'investissement», soulignant que l'exploitation efficiente de la zone industrielle de Berrahal (extension) nécessite de «réunir les conditions d'une exploitation légale et effective de cette zone».

La zone industrielle de

Berrahal (extension) englobe trois parcelles de terrain importantes, dont une parcelle de 167 ha destinée à l'investissement dans des activités de sidérurgie et qui pose actuellement un problème d'ordre juridique du fait qu'une décision de saisie a été prononcée par les instances judiciaires.

Des équipements pour un montant de 80 millions de dollars ont été acquis pour ce projet d'investissement dans des activités de sidérurgie, a indiqué le directeur local de l'industrie lors de la présentation d'un exposé sur les volets techniques relatifs à la mobilisation d'assiettes foncières pour l'investissement

dans cette zone.

Le ministre de l'Industrie, Mohamed Bacha, accompagné du ministre délégué auprès du Premier ministre chargé des Micro-entreprises, Nassim Diafat, a également visité une exposition dédiée aux micro-entreprises activant dans la wilaya d'Annaba.

A cette occasion, le ministre s'est enquis du potentiel des jeunes dans le domaine de l'investissement dans certaines activités liées à la sous-traitance industrielle, appelant les jeunes entrepreneurs à recourir à la numérisation pour moderniser et développer leurs activités.

**Ahmed N.**

## Annaba

### Vers la création d'un pôle de micro-entreprises productrices

Le ministre délégué auprès du Premier ministre chargé des Micro-entreprises, Nassim Diafat, a affirmé, lundi à Annaba, que les efforts déployés pour promouvoir l'entrepreneuriat «seront sanctionnés par la création d'un véritable pôle de micro-entreprises à Annaba, en tant que vitrine reflétant le grand potentiel des jeunes dans ce domaine».

Visitant un Salon de micro-entreprises à Annaba en compagnie du ministre de l'Industrie, Mohamed Bacha, dans le cadre de leur visite de travail dans cette wilaya, le ministre délégué a précisé que le pôle des micro-entreprises «sera créé au niveau de la commune de Sidi Amar et devrait

drainer plus de 100 micro-entreprises de différentes régions du pays». Soulignant que les pouvoirs publics œuvrent à préparer toutes les conditions pour la réussite des propriétaires des micro-entreprises, M. Diafat a indiqué que les jeunes ont un grand potentiel pour créer la richesse et sont appelés à exploiter cette énergie pour promouvoir le réseau des micro-entreprises soutenant l'économie nationale et contribuant à la création d'une valeur ajoutée. Inspectant les stands de ce salon avec le ministre de l'Industrie, le ministre délégué a appelé les jeunes à saisir les opportunités disponibles pour créer et promouvoir les micro-

entreprises, les invitant à «être en contact avec les différentes instances à travers les plateformes numériques instituées pour faciliter la communication entre les propriétaires des micro-entreprises et les grandes entreprises afin de promouvoir la sous-traitance».

Soulignant qu'une grande partie des besoins des grandes sociétés pourrait être assurée par les micro-entreprises, le ministre délégué a rappelé la signature de plusieurs conventions, dans ce cadre, pour avantager le produit national.

Après avoir écouté les préoccupations des exposants, relatives notamment aux cahiers des charges, à la concurrence

déloyale ainsi qu'à la difficulté de commercialisation de certains produits, M. Diafat a mis en avant «l'impératif d'opter pour la numérisation et d'exploiter toutes les opportunités pour promouvoir la performance et le produit».

Lors de cet événement, des décisions d'attribution de locaux et des attestations de formation ont été remis dans le cadre de l'accompagnement assuré par l'Agence nationale du développement de l'entrepreneuriat (Anade) au profit des porteurs de projets de création de micro-entreprises.

Le ministre délégué a en outre visité deux micro-entreprises activant dans la commune d'El Bouni en matière de fabrica-

tion d'équipements d'aluminium, avant de suivre un exposé sur les capacités d'accompagnement assurées par le Groupement régional agricole (GRA) à Annaba dans l'objectif d'encourager les jeunes à l'investissement dans des activités en relation avec le matériel agricole.

M. Diafat s'est rendu hier dans la wilaya d'El Tarf où il a supervisé la signature d'une convention tripartite, regroupant le GRA, l'Anade et le bureau d'Annaba de la Confédération du patronat, visant la formation et l'accompagnement de jeunes issus de différentes wilayas pour lancer des micro-entreprises agricoles.

**G. H.**



Complexe sidérurgique de Bellara

# Vers l'exportation de 300 000 tonnes de fer

■ Le complexe sidérurgique de Bellara (wilaya de Jijel) de la Société algéro-qatarie de sidérurgie (Algerian Qatari Steel) prévoit d'exporter 300 000 tonnes de fer au cours de cette année vers l'Europe, le Canada et certains pays arabes, a indiqué, lundi, son directeur général adjoint, Chaïb Setti Sofiane.



Ph/D. R.

Par Younès S.

Dans une déclaration à la presse, en marge de la cérémonie organisée à l'occasion de l'obtention par la Société de la certification internationale de qualité ISO 9001 et l'arrivée de la

société à un million d'heures de travail sans incident, le même responsable a fait état de la signature de trois conventions avec des partenaires étrangers pour l'exportation d'environ 300 000 tonnes de fer vers l'Europe, le Canada et plusieurs pays arabes.

Il a affirmé, en outre, que le complexe passera à l'étape d'exportation «durant l'année en cours», au travers de plusieurs opérations successives, surtout que le marché local connaît «une saturation» en cette matière d'environ 30 %. Attribuant l'augmentation des prix locaux

du rond à béton en dépit de sa «disponibilité» à la hausse du cours du minerai de fer sur le marché international à hauteur de 70 %, le même responsable a souligné que ce produit représente 65 % des composants du fer.

Il a également relevé que l'obtention par la Société algéro-qatarie de sidérurgie de la certification ISO 9001 constitue une reconnaissance de «la conformité du produit local aux normes mondiales». De son côté, Youcef Ahmed El Mohannadi, directeur général de la Société algéro-qatarie de sidérurgie, a considéré que le fait que celle-ci ait atteint 1 million d'heures de travail sans incident constitue un «couronnement» des efforts déployés par les travailleurs et l'application de la direction chargée de la sécurité et de l'environnement des normes internationales en matière de sécurité sur les lieux de travail. Ce responsable a également affirmé que la santé, la sécurité et l'environnement en plus de la qualité représentent «les plus importants fondements de la politique

générale du complexe».

A noter qu'en marge de la cérémonie, une visite guidée aux diverses unités du complexe a été organisée au profit des représentants locaux de la presse qui ont reçu des explications sur les diverses phases de production au sein du complexe.

Y. S.

Chicago

## Le blé monte, optimisme sur la demande

Le cours du principal contrat de blé coté à Chicago a rebondi après l'annonce d'une vente à l'étranger de la céréale. Le soja est aussi monté, tandis que le maïs a reculé.

Sur son site recensant les principales commandes quotidiennes passées par l'étranger, le ministère américain de l'Agriculture (USDA) a indiqué que 130 000 tonnes de blé tendre rouge d'hiver avaient été achetées et seraient livrées à des destinations inconnues pendant la campagne en cours.

«Cela soutient les contrats de blé tendre d'hiver de Chicago aux dépens de ceux de blé dur d'hiver de Kansas City», observe Brian Hoops de Midwest Market Solutions. Le boisseau de blé (environ 27 kg) pour livraison en mai, le plus échangé, a terminé à 6,1800 dollars contre 6,1100 dollars jeudi, en hausse de 1,15 %.

Le boisseau de maïs (environ 25 kg) pour livraison en mai a fini à 5,5325 dollars contre 5,5975 dollars à la dernière clôture, en baisse de 1,16 %.

Le boisseau de soja (environ 27 kg) pour livraison en mai a terminé à 14,1275 dollars contre 14,0200 dollars jeudi, montant de 0,77 %. Agence

Samia Y.

Energie

## Arkab et le directeur de l'Afrec évoquent le renforcement de la coopération bilatérale

Le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, a reçu, hier à Alger, le directeur exécutif de la Commission africaine de l'énergie (Afrec), Rashid Ali Abdallah, avec lequel il s'est entretenu sur les voies et moyens de renforcer la coopération entre son département ministériel et cet organisme relevant de l'Union africaine. Selon un communiqué du minist-

ère, «les entretiens ont porté sur les voies et moyens de renforcer la coopération à travers une coordination plus effective entre l'Afrec et les services du ministère de l'Energie et des Mines». A cet effet, le directeur exécutif l'Afrec a mis l'accent sur «l'importance de l'appui et du soutien de l'Algérie aux activités de la commission», dont le siège est à Alger depuis 2008, a relevé la même source.

Pour rappel, l'Afrec est une structure de l'Union africaine qui a vu le jour lors de la Conférence des ministres africains de l'Energie, organisée à Alger les 23 et 24 avril 2001.

L'Algérie a joué un rôle actif dans la création de cette commission lors du 37<sup>e</sup> sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'Unité africaine (OUA) à Lusaka (Zambie)

en juillet 2001, au cours de laquelle il a été décidé d'établir son siège à Alger.

L'Afrec est chargée d'assurer, de coordonner et d'harmoniser la protection, la conservation, le développement, l'exploitation rationnelle, la commercialisation et l'intégration des ressources énergétiques sur le continent africain.

Monnaie

## L'euro stable face à un dollar affaibli

L'euro restait stable hier, face à un dollar qui a perdu de son éclat sur les dernières séances malgré des données positives sur l'emploi américain. L'euro grappillait dans la matinée 0,02 % face au dollar, à 1,1815 dollar pour un euro.

Le dollar index, qui compare le billet vert aux autres grandes devises, remon-

taît légèrement hier à 92,66 points (+0,07%), mais a subi lundi une forte baisse de 0,46 %.

Pourtant, les bonnes nouvelles s'enchaînent pour l'économie américaine : le secteur des services aux Etats-Unis a affiché une croissance historiquement élevée en mars, selon l'indice de l'association professionnelle ISM, publié lundi.

Vendredi, les données sur l'emploi (916 000 créations en mars) avaient montré que la reprise s'installait aux Etats-Unis, portée par une campagne de vaccination rapide et par un plan de relance d'envergure. Selon les analystes, la vigueur de l'économie américaine devrait soutenir le dollar ainsi que les taux du marché obligataire à court terme, car les

Etats-Unis prennent une longueur d'avance sur les autres pays. Mais le mouvement récent du dollar montre que cette avance est déjà prise en compte par le marché, ont-ils souligné. Malgré la baisse des dernières séances, le dollar s'inscrit encore en hausse de 3,5 % par rapport à l'euro depuis le début de l'année.

N. T.

Economie

## Les Etats-Unis veulent une fiscalité internationale des entreprises harmonisée

Les Etats-Unis veulent pousser leurs partenaires internationaux à trouver un accord sur un taux d'imposition minimal des entreprises, quel que soit le pays dans lequel elles sont installées, au moment où eux-mêmes veulent financer un plan d'investissements en augmentant les impôts de leurs sociétés. «Nous travaillons avec

les pays du G20 pour s'entendre sur un taux minimal d'imposition sur les entreprises», a déclaré le ministre de l'Economie et des Finances de Joe Biden, Janet Yellen, lors d'un discours à Chicago.

L'objectif : «Mettre fin à cette course vers le bas», à laquelle se livrent les pays, qui, pour attirer les entreprises sur leur territoire,

et leur garantir un environnement compétitif, proposent aux sociétés des taux d'imposition toujours plus faibles.

«Ensemble, nous pouvons utiliser une taxation mondiale minimale sur les entreprises pour nous assurer que l'économie mondiale prospère sur la base de règles du jeu plus équitables en matière d'imposition des mul-

tionales», a ainsi assuré Janet Yellen. Si les Etats-Unis sont si enclins à harmoniser la fiscalité des entreprises, c'est qu'eux-mêmes ont prévu de faire payer plus aux sociétés, pour financer l'ambitieux plan d'investissements de 2 000 milliards de dollars sur huit ans dans les transports, l'industrie et les réseaux internet, présenté le 31 mars par

le Président Joe Biden.

Il veut, en effet, augmenter l'impôt sur les sociétés, qui passerait de 21 % à 28 %.

Et si un taux d'imposition minimal est adopté au niveau international, cela éviterait au pays d'être déserté par les entreprises, au profit de voisins plus généreux.

A. Y.

Développement local à Tizi-Ouzou

# Plus de 3 milliards DA non consommés

■ Un montant global de 3 210 521 000 DA demeure non consommé depuis 2011 à ce jour, au titre des budgets alloués aux plans communaux de développement local à Tizi-Ouzou, selon un document présenté par le directeur local de la planification et du suivi budgétaire, Ali Koli.

Par Hocine A.

Lors d'une réunion de travail organisée à la wilaya, M. Koli a indiqué qu'à la fin de l'année

Bouira

## Un quota supplémentaire de 1 500 aides à l'habitat rural

UN QUOTA supplémentaire de l'ordre de 1 500 aides à l'habitat rural a été accordé à la wilaya de Bouira, où cette formule connaît un véritable succès à travers les différentes communes rurales, a-t-on appris de la cellule de communication de la wilaya. «Le wali de Bouira a annoncé un programme d'aides à l'habitat rural pour la wilaya de 1 500 nouvelles unités, s'ajoutant au premier quota de 600 aides», a expliqué la cellule de communication de la wilaya.

Cette annonce est intervenue avant le lancement, dimanche, d'une opération de relogement au profit de 75 familles habitant des vieux haouchs construits depuis l'ère coloniale, en plein cœur de la ville de Bouira. «L'opération a été lancée dans le cadre d'un programme visant à reloger 900 familles à Bouira, dont l'objectif est d'éradiquer le vieux bâti notamment en milieux urbains, et de moderniser l'aspect urbanistique des villes», a indiqué, dimanche, le chef de l'exécutif.

Dimanche, les autorités locales avaient également présidé une cérémonie de remise des clés au profit de 46 bénéficiaires d'un programme de 120 logements promotionnels aidés à Sour El Ghoulzlane (sud de Bouira). A Bir Ghbalou (ouest), 27 souscripteurs à un programme du même type ont reçu leurs clés, alors que 23 autres attendent le paiement du reste de leur dette afin qu'ils puissent recevoir leurs clés, selon les détails fournis par la cellule de communication de la wilaya. Pour le logement social, les préparatifs vont bon train pour distribuer un programme de plusieurs dizaines d'unités au profit des bénéficiaires, dont une liste finale devrait être affichée ces jours-ci. A noter que depuis plusieurs mois, la ville de Bouira vit au rythme d'une vague de protestations liées au logement social.

Depuis sa nomination en tant que wali de Bouira en janvier 2020, Lekhal Ayat Abdeslam a mis sur pied 17 commissions (brigades) pour mener des travaux d'enquête sur tous les dossiers et demandes de logement social introduits auprès des services municipaux ou de la daïra, afin de rétablir l'ordre et la transparence dans la distribution des logements.

F. K.

2020, la wilaya a dégagé 1 317 opérations pour une autorisation de programme globale de 5 047 079 000 DA, avec un montant de dépenses cumulées enregistrées sur ces opérations de 1 836 558 000 DA, soit un taux de consommation de 36 % et un reste à réaliser de 3 210 521 000 DA.

Un montant qui devra «être utilisé dans les opérations de réfection et réhabilitation des écoles primaires, les réseaux d'assainissement et d'AEP, ainsi que les opérations d'entretien des voiries et réseaux divers», a préconisé, à l'occasion, le wali, Mahmoud Djamaa, s'adressant aux responsables locaux présents à cette rencontre.

En outre, et au titre de l'année 2021, la wilaya a bénéficié d'une enveloppe financière dans le cadre des PCD d'un montant de 2 372 800 000 DA, dont 1 600 000 000 DA grevé d'affectation destiné pour la prise en charge des projets déjà exprimés en direction des zones d'ombre, est-il indiqué.

S'agissant des séances d'arbitrage pour la répartition des PCD, M. Koli a indiqué qu'«elles sont toujours en cours» et l'opération s'effectue en «tenant compte d'un ensemble de critères objectifs», dans le souci d'«assurer une répartition équitable et de réduire au maximum les disparités par la mise à niveau des communes en difficulté».

Aussi, souligne le document de la DBSP, «des nouveautés sont intervenues cette année dans la déglobalisation de la dotation des PCD». Il s'agit de la



suppression de la partie fixe que les services de la wilaya ont l'habitude de répartir de façon égale sur les 67 communes de la wilaya comme un montant minimum garanti (MMG), l'introduction du critère projets déjà exprimés en direction des zones d'ombre et le réaménagement inter-critères des poids.

Par ailleurs, sur les 67 communes de la wilaya, 63 sont déjà passées aux séances d'arbitrage

et les projets retenus ont été arrêtés et notifiés aux chefs de daïra et présidents des Assemblées populaires communales (APC). Les quatre communes restantes, Ait Yahia, Assi Youcef, M'Kira et Tizi Ouzou, n'ont pas été programmées pour non-conformité de leurs dossiers de propositions aux orientations contenues dans la lettre de cadrage qui leur a été adressée dans ce sens. Enfin, et au titre de

la déglobalisation de l'enveloppe financière dont a bénéficié la wilaya en attendant de faire passer les quatre communes restantes, il a été procédé à l'inscription de 696 projets pour un montant d'autorisation de programme globale de 2 091 030 000 DA, dont 83 % sont destinés aux chapitres de l'alimentation en eau potable, de l'assainissement, des routes et de l'aménagement urbain.

H. A.

Mascara

## Nécessité d'intensifier l'investissement dans la filière avicole

Le président du Conseil national interprofessionnel de la filière avicole, Kali El Moumen, a insisté, lundi à Mascara, sur l'impératif d'intensifier l'investissement dans les domaines de la production en lien avec la filière avicole et l'exploitation de potentialités existantes pour son développement.

M. Kali a indiqué, dans son allocution d'ouverture des travaux d'un colloque national sur la filière avicole, organisé par la Chambre nationale d'agriculture à la bibliothèque principale de l'Université

«Mustapha-Stambouli» de Mascara, que «la filière avicole en Algérie connaît une meilleure organisation et un développement notable, ce qui lui a permis d'enregistrer une production annuelle appréciable de 650 000 tonnes de viandes blanches et 8 milliards d'unités d'œufs de consommation».

Ces chiffres peuvent être «dépassés si on intensifie l'invest-

tissement en amont et en aval de la filière», a-t-il souligné. La consommation individuelle de la viande blanche en Algérie est estimée à près de 18 kg contre 20 kg/personne dans les pays voisins, ce qui nécessite, a-t-il ajouté, davantage d'investissement pour combler ce déficit à travers la réalisation d'unités de transformation de viandes blanches et aller, pourquoï pas, à la conquête des marchés extérieurs. Concernant les œufs, le même responsable a fait état d'une production de 8 milliards d'unités annuellement en Algérie, soit un surplus de près de 2 milliards, expliquant qu'il est possible d'investir dans cette plus-value, à travers la mise sur pied d'unités de transformation, comme il est possible d'accéder aux marchés extérieurs pour exporter et réaliser des revenus en devises fortes. M. Kali El Moumen a fait remarquer que l'essor de cette filière était dû au

soutien et à l'accompagnement par les divers dispositifs de l'Etat et des efforts des éleveurs, agriculteurs et investisseurs, ce qui a permis à l'Algérie de ne pas importer de viandes blanches et qui occupe le troisième rang au niveau arabe et africain en matière de production de poules pondeuses.

Pour sa part, le président de la Chambre nationale d'agriculture, Yazid Mohamed Hamblil, a insisté sur l'importance qu'occupe la filière avicole dans le secteur de l'agriculture et de l'économie nationale en général, pour avoir, durant l'année 2020, mis à la disposition des éleveurs les moyens nécessaires pour satisfaire tous les besoins des citoyens en viande blanche et en œufs, le tout orienté vers la consommation malgré la pandémie de coronavirus.

Le même interlocuteur a souligné que «la Chambre d'agriculture a déployé, durant l'année

2020 et début 2021, des efforts louables, de concert avec le ministère de l'Agriculture et du Développement rural, pour régler les problèmes des éleveurs qui assurent quelque 500 000 postes d'emploi directs et indirects et ce, pour faciliter leurs investissements».

Le wali de Mascara, Sayouda Abdelkhalek, qui avait présidé l'ouverture de cette rencontre, a mis en exergue le rôle de l'éleveur avicole dans l'approvisionnement du marché national en viandes blanches et en œufs de consommation durant la période de propagation de la pandémie de coronavirus, déclarant que les «autorités sont prêtes, au niveau de la wilaya de Mascara, à œuvrer à surmonter les difficultés auxquelles sont confrontés les éleveurs et ce, pour leur accorder le soutien nécessaire pour la promotion de la filière au niveau local».

Lyes B.



Festival international de musique andalouse

# L'évènement bien accueilli par les artistes et les mélomanes

■ La reprise des évènements internationaux se poursuit en mode virtuel en cette période de crise sanitaire, offrant aux passionnés des arts l'opportunité d'assister à des projections filmiques et des spectacles de musique. Le Festival international de musique andalouse est une de ces manifestations artistiques qui a choisi d'offrir à son public des moments de joie et d'émotions.



Par Adéla S.

Organisé depuis le 3 avril courant, cet évènement se poursuit jusqu'au 10 du même mois. Un programme musical riche et varié a été concocté à cette occasion.

Les soirées sont diffusées à

partir de quatre villes, dont Alger (villa Dar Abdeltif), Paris (Centre culturel algérien), Tlemcen (en partenariat avec le Centre des études andalouses Tlemcen & la maison de la culture de Tlemcen) et Oran (en partenariat avec l'Opéra d'Oran).

La particularité de cette édition réside dans les voix choisies

pour interpréter des textes inédits et des chansons connues du patrimoine andalou.

La soirée inaugurale était animée par l'interprète de musique andalouse Esmâ Alla. Cette jeune artiste qui a réussi à faire tourner tous les regards dès ses toutes premières scènes, était encouragée lors de ce spectacle

par un grand nombre de messages de mélomanes et d'artistes. «Esmâ Alla tu nous épates», avait écrit l'artiste Zahia Benzengli. Quant au chef d'orchestre Djawad Kara, il a écrit : «Un vrai régal auditif». Cette jeune artiste a commencé à chanter dès l'âge de sept ans au sein de l'association El Andaloussia de Sidi Bel-Abbès. Depuis, elle ne s'est jamais arrêtée. Elle enchaîne ensuite avec l'association El Inchirah sous la direction de M. Smaïn Hini qui l'adopta très rapidement. Cette interprète de musique arabo-andalouse a participé à plusieurs manifestations nationales et internationales en tant que soliste. La deuxième soirée de ce festival était animée par l'artiste Imène Sahir à partir de Paris. Ayant grandi dans un milieu de mélomanes, cet artiste qui a réussi à se faire un nom sur la scène artistique, est une ancienne sociétaire de l'association El Djenadia de Boufarik (1996-2004) et Dar El Ghamatia de Koléa (2004-2008). Imène Sahir, qui a honoré l'art et la culture algérienne dans plusieurs pays du monde, a pris jusqu'au mois

de mars 2020 la direction artistique de l'association culturelle et musicale «El Motribia» de la ville de Blida.

Hier, une conférence sur la musique andalouse et son évolution au sein de la société moderne était animée par Ben Babaali sur la plateforme numérique de l'évènement. Des spécialistes et des artistes ont participé à cette rencontre virtuelle et chacun a proposé ses idées. Un atelier de chant arabo-andalou animé par Rabie Houti était diffusé en direct.

Il faut savoir que les associations artistiques «Les Merles» d'Alger et «Ensemble Es-saphir de Andalus'na» ainsi que Cheikh Hami Sebbane et Imad Mourou, prennent part à cet évènement qui se veut une bouffée d'oxygène pour les mélomanes de la musique andalouse.

A. S.

## Prix «Mohamed-Khadda» d'arts plastiques Lancement de la 5<sup>e</sup> édition

La 5<sup>e</sup> édition du prix «Mohamed-Khadda» d'arts plastiques s'est ouverte lundi soir à la galerie d'arts de la maison de la culture «Ould-Abderrahmane-Kaki» de Mostaganem.

Cette édition, organisée depuis lundi, se poursuit jusqu'à ce soir avec la participation de trente artistes plasticiens de 18 wilayas du pays en lice pour ce prix créé il y a sept ans, en hommage au défunt artiste peintre Mohamed Khadda (1930-1990).

Le directeur de la culture de la wilaya, Mohamed Sahnoun, a présidé, en compagnie de la direction artistique du prix, l'ouverture d'une exposition qui comprend 60 toiles en réalisme, abstrait et sculpture, dont des copies d'œuvres du défunt Nasreddine Dinet ramenées du Musée national de Boussaâda.

Le programme de cette manifestation culturelle comporte plusieurs activités, dont un atelier de dessin aquarelle encadré par des artistes plasticiens célèbres au niveau national et international et une table

ronde sur «la réalité des arts plastiques en Algérie».

Un film documentaire sur le parcours de l'artiste plasticien Ahmed Stambouli, décédé l'année dernière, sera projeté lors de cette édition. La direction artistique de cette manifestation culturelle l'a produit en hommage à l'artiste défunt, connu sous le nom de «Picasso algérien», en guise de reconnaissance à ses contributions dans l'enseignement, la créativité artistique et la création de

l'Ecole de Mostaganem des beaux-arts.

Pour rappel, le prix Mohamed-Khadda d'arts plastiques a été créé en 2014, à l'issue du colloque national sur l'art plastique organisé en 2013 à Mostaganem. Les précédents prix ont été remportés par Abdellah Benhumeur en 2014, le plasticien Abdellaoui Mourad lors de l'édition de 2015, l'artiste Taleb Djamel lors de l'édition de 2016 et le sculpteur palestinien Zaki Salam en 2019.

M. K.

## Dernier jour du Forum de l'économie culturelle Présentation d'un projet de numérisation du patrimoine en 3D

Le pavillon du projet du jeune Imad Eddine Hamouda, lauréat du premier titre du concours «Thakafa Up Challenge» dans la catégorie «Arts visuels et théâtre», continue de susciter la curiosité des visiteurs et participants au Forum de l'économie culturelle par les prestations 3D proposées en vue d'ériger le théâtre et les lieux d'expression culturelle en espaces interactifs et attractifs.

Le propriétaire d'une entreprise de Skikda spécialisée dans les technologies 3D appliquées

à de nombreux domaines (publicité, sciences, énergie et culture...), a mis en avant l'impact majeur sur notre vie du développement enregistré au niveau mondial dans les nouvelles Technologies de l'information et de la communication (NTIC), particulièrement en matière de 3D.

Il a fait savoir que la création, il y a dix ans, de cette entreprise spécialisée en 3D et en numérisation 3D, a été motivée par le désir d'offrir des services dans ce domaine aux différents éta-

blissements culturels, à l'instar des musées et des parcs culturels, outre l'organisation de visites virtuelles aux différents sites archéologiques et musées.

Déplorant la faible connaissance des applications de la 3D en Algérie, il a assuré que son entreprise peut fournir des prestations de numérisation des collections et pièces archéologiques et des sites protégés en vue de préserver le patrimoine culturel matériel et immatériel pour les générations futures.

Il a souligné que son projet

visait à mettre en place des modèles 3D à utiliser en réalité virtuelle, notamment pour la documentation d'une matière éducative culturelle et historique ainsi qu'aux plateformes numériques en matière de jeux vidéo, de cinéma et de patrimoine culturel. Il a estimé que la participation au Forum de l'économie culturelle était «une opportunité pour présenter ses idées innovantes aux hommes d'affaires, aux investisseurs, aux établissements culturels et autres».

D. R.

## Musique «Belle» de «Notre-Dame de Paris» revisitée

GIMS, Dadju et Slimane modernisent un classique de la chanson française. Les trois chanteurs ont mis en ligne lundi leur reprise de «Belle», tirée de la comédie musicale «Notre-Dame de Paris». Après avoir sorti la version audio dans un premier temps, le trio a ensuite dévoilé le clip dans la soirée.

Ce dernier, un brin futuriste mais toujours aussi romantique, met en scène les trois comparses clamant leur amour pour une femme, une Esmeralda de l'époque actuelle. Il compte déjà près de 700 000 vues.

Le titre original, sorti en 1998, écrit par Luc Plamondon et interprété par Garou, Daniel Lavoie et Patrick Fiori, avait connu un énorme succès en France. En effet, «Belle» avait été désignée chanson originale de l'année aux «Victoires de la Musique» en 1999. Cette dernière était restée 49 semaines dans le top 50 des meilleures ventes de singles du Snep, Syndicat national de l'édition phonographique, un record.

Avec 2,5 millions d'exemplaires vendus au total, «Belle» est le troisième single le plus vendu de tous les temps en France. Ce n'est pas la première fois que le titre est repris. Il existe une version anglaise, avec Garou et Daniel Lavoie, qui sont cette fois-ci accompagnés par Steve Balsamo en lieu et place de Patrick Fiori. La comédie musicale «Notre-Dame de Paris», dont le succès avait dépassé les frontières de l'Hexagone, s'était exportée entre autres aux États-Unis, en Chine, au Japon, en Russie et en Angleterre.

R. I.



## Nucléaire iranien

# Les États-Unis entrent dans le ballet diplomatique à Vienne

■ Première avancée notable sur le dossier depuis l'arrivée au pouvoir de Joe Biden, les États-Unis vont tenir à partir de cette semaine des discussions à Vienne pour tenter de sauver l'accord international sur le nucléaire iranien.

Par Mourad M.

Il ne seront toutefois pas à la même table que Téhéran et ce sont les Européens qui serviront d'intermédiaires entre les deux parties, dans l'espoir de parvenir à des résultats concrets après deux mois de blocage.

Washington a envoyé de premiers signaux positifs en se disant prêt à «lever les sanctions qui sont en contradiction avec l'accord», selon des propos de l'émissaire américain Rob Malley à la chaîne de télévision PBS.

Ali Rabii, porte-parole du gouvernement iranien, a salué une «position réaliste et prometteuse», qui «pourrait être le début de la correction du mauvais processus qui avait mis la diplomatie dans l'impasse».

Dès que ces mesures punitives qui asphyxient son économie seront levées, l'Iran a promis de renouer avec ses engagements nucléaires, dont il s'est progressivement affranchi depuis le retrait des États-Unis de l'accord.

L'ex-président américain

Donald Trump avait dénoncé unilatéralement en 2018 ce pacte conclu à Vienne trois ans plus tôt, qui vise à garantir que Téhéran ne cherche pas à se doter de la bombe atomique.

Mais Joe Biden a dit vouloir le réintégrer, et depuis son arrivée à la Maison-Blanche en janvier, les différentes parties s'activent en coulisses.

L'ouverture de discussions cette semaine est «un jalon important, montrant que les États-Unis comme l'Iran tiennent sérieusement à briser l'inertie et le schéma attentiste qui consiste à dire "la balle est dans l'autre camp"», a commenté sur Twitter Ali Vaez, de l'organisation de prévention des conflits International Crisis Group.

«Des entretiens bilatéraux préliminaires étaient en cours dans la matinée dans un hôtel de luxe de la capitale autrichienne», selon un tweet de l'ambassadeur russe auprès des organisations internationales, Mikhail Ulyanov.

Le coup d'envoi de la commission mixte est prévu à 14h30 en présence de l'ensemble des signataires du JCPOA (Plan d'ac-

tion global commun) : Iran, Allemagne, France, Royaume-Uni, Chine, Russie, le tout sous l'égide de l'UE représentée par le secrétaire général adjoint du Service d'actions extérieures, Enrique Mora.

Dans le même temps, «des réunions d'experts se tiendront pendant 15 jours, un mois, on ne sait pas», détaille un diplomate européen basé à Vienne.

Les États-Unis, dont l'émissaire Rob Malley est attendu à Vienne plus tard dans la journée, seront régulièrement informés des avancées des discussions et interagiraient de manière indirecte. La République islamique a en effet exclu toute «réunion» avec la délégation américaine.

Pour Kelsey Davenport, directrice de la politique de non-prolifération au sein de l'Arms Control Association, «cette diplomatie de la navette n'est certes pas idéale, mais l'UE est bien placée pour sortir de l'impasse et coordonner les mesures nécessaires pour restaurer l'accord».

Cette experte appelle à «un premier geste audacieux des deux côtés pour insuffler un élan



Ph. > D. R.

au processus et démontrer la volonté politique de chacun».

Washington pourrait par exemple débloquent «l'accès aux transactions financières étrangères et faciliter l'aide humanitaire – médicaments et équipements médicaux notamment», dit-elle, tandis que Téhéran pourrait en contrepartie stopper l'enrichissement d'uranium à hauteur de 20 %.

Mais la tâche ne sera pas

simple, préviennent les experts.

«Le problème, c'est tout ce qui est irréversible comme les activités de recherche entreprises par Téhéran au cours des derniers mois», souligne le diplomate interrogé par l'AFP.

M<sup>me</sup> Davenport pointe aussi «ceux qui veulent torpiller l'accord» dans chacun des deux pays ennemis, appelant les négociateurs à «agir vite».

M. M.

## Commentaire

Tournée

Par Fouzia Mahmoudi

**A** lors que la présidentielle française est à un an désormais, les ambitions se manifestent de façon de plus en plus claire et à droite Xavier Bertrand, qui a quitté Les Républicains en 2017, a déjà annoncé sa candidature officielle, embarrassant son ancien parti qui a été pris de court et qui pourrait en son côté également présenter un candidat pour la course à l'Élysée. Toutefois, un autre candidat pourrait sortir du bois. En effet, Édouard Philippe, ex-Premier ministre d'Emmanuel Macron qui vient de sortir un livre retraçant ses années à Matignon, est perçu comme un candidat crédible par les Français, bien que le porte-parole du gouvernement assure n'avoir «aucun» doute sur la fidélité de l'ancien chef du gouvernement à l'égard d'Emmanuel Macron. Ainsi, l'on se demande de plus en plus s'il serait possible que le président français soit concurrencé par son propre ancien Premier ministre Édouard Philippe. Cette rumeur entêtante revient ces derniers jours, alors que le maire LR du Havre, Philippe, faisant toujours parti du mouvement de droite, sort un livre cette semaine dans lequel il revient sur ses trois années à Matignon. Dans la presse, il réplique qu'il n'est pour l'heure «pas tenu par la solidarité partisane». «Je ne suis pas membre d'un parti. Je suis un homme libre avec mes aspirations, mes idées auxquelles je crois», assure-t-il, précisant toutefois qu'il «ne fait pas partie de ceux qui souhaitent l'échec du président». Gabriel Attal, le porte-parole du gouvernement, affirme lui n'avoir «aucun» doute sur la loyauté d'Édouard Philippe. Il a assuré que l'ancien locataire de Matignon «reste une figure, un pilier de la majorité présidentielle». «Je sais son attachement aux valeurs qui sont celles du président de la République», a-t-il assuré. «Je trouve très important et légitime qu'il puisse s'exprimer et, il l'a dit, la loyauté est une valeur très importante pour lui», a souligné le porte-parole du gouvernement. Avant d'être nommé à ce poste, Gabriel Attal était secrétaire d'État en charge de la Jeunesse, à l'époque où Édouard Philippe était encore à Matignon. «J'ai eu énormément de fierté à travailler avec lui. (...) J'ai pu voir son sens de l'État, son engagement pour la première partie du quinquennat, pour mener des réformes fondamentales, pour gérer la première vague de cette crise sanitaire», a-t-il voulu souligner. Reste que la sortie de ce livre interroge sur les motivations de Philippe qui fait le tour des plateaux de télé pour parler de son bilan à Matignon et qui surtout évite soigneusement d'affirmer qu'il ne se présentera pas en 2022. Son petit tour de France pour présenter son ouvrage ressemble fort malgré tout à une tournée de pré-campagne, alors même qu'aucune autre personnalité de droite n'est aussi populaire auprès des Français que l'ex-Premier ministre. **F. M.**

## Indonésie et Timor oriental

### Au moins 120 morts dans les inondations

**L**es secouristes continuaient hier de rechercher des dizaines de personnes portées disparues dans des inondations et des glissements de terrain générés par le cyclone tropical Seroja qui a fait au moins 120 morts et des milliers de sans-abri en Indonésie et au Timor oriental.

Les pluies diluviennes ont transformé en champs de boue des villages des deux pays, et obligé 10 000 personnes à se réfugier dans des abris d'urgence. Le centre indonésien de gestion des catastrophes a fait état de 86 morts dans de petites îles proches du Timor oriental, ramentant à la baisse un bilan précédent qui était de 130 morts, une erreur attribuée à des problèmes de communication avec les régions touchées.

Au Timor oriental, on a recensé 34 personnes décédées depuis le passage du typhon dimanche.

En Indonésie, les sauveteurs luttent pour tenter de retrouver plus de 100 personnes portées disparues, utilisant parfois des pelleteuses pour retirer les débris accumulés.

A Lembata, une île située à mi-distance entre Florès et le Timor, les accès routiers ont été coupés, ce qui a obligé les autorités à déployer des machines de chantier pour ouvrir les routes. Certains villages situés sur des hauteurs ont en partie été emportés vers le littoral dans des glissements de terrain.

«Cette zone ne pourra plus

jamais être habitée», a déclaré à l'AFP Elyaser Yentji Sunur, un responsable du district de Lembata, en désignant le village de Waimatan qui a été rayé de la carte. «Nous ne laisserons pas les gens revenir. Avec ou sans leur accord, ils devront aller vivre ailleurs». Onesimus Sili, un habitant du village, a raconté que la crue soudaine avait détruit le hameau dans la nuit de samedi à dimanche avant même que les gens n'aient le temps de réaliser ce qui se passait.

Dans les deux pays, les autorités redoutent de favoriser l'épidémie de Covid-19 en regroupant les personnes évacuées.

Le Timor oriental a officiellement enregistré hier son premier décès dû à la pandémie, une femme de 44 ans.

Petit pays de 1,3 million d'habitants coincé entre l'Indonésie et l'Australie, le Timor oriental avait très vite fermé ses frontières l'année dernière au début de l'épidémie pour tenter de protéger sa population et son système de santé particulièrement sous-équipé.

Des images du secteur de Florès oriental avaient montré des corps couverts de boue avant de les placer dans des sacs mortuaires. A Lembata aussi, les secouristes se mobilisaient avec de maigres ressources.

«Ces évacués ont pris la fuite ici avec seulement des vêtements mouillés sur le dos, et rien d'autre», a déclaré le maire adjoint de la zone, Thomas Ola

Longaday. «Ils ont besoin de couvertures, d'oreillers, de tentes».

Les autorités redoutent déjà que les installations de santé sommaires de la zone ne soient totalement dépassées.

«Nous n'avons pas suffisamment d'anesthésistes et de chirurgiens, mais on nous a promis que des renforts viendraient», a dit M. Longaday. «Beaucoup de gens souffrent de fractures après avoir été heurtés par des pierres, des morceaux de bois ou des débris». La tempête progresse désormais en direction de la côte ouest de l'Australie.

«Mais l'Indonésie risque encore de voir un météo extrême dans les jours qui viennent en raison du cyclone», a déclaré le porte-parole de l'agence indonésienne de gestion des catastrophes, Raditya Jati.

Les glissements de terrain et les crues subites sont courants dans l'archipel indonésien, notamment à la saison des pluies. Mais les défenseurs de l'environnement soulignent que la déforestation favorise ces catastrophes.

En janvier, 40 Indonésiens avaient trouvé la mort lors d'inondations qui ont touché la ville de Sumedang, dans l'ouest de Java.

L'agence nationale de gestion des catastrophes estime que 125 millions d'Indonésiens, soit environ la moitié de la population de l'archipel, vivent dans des régions à risque de glissements de terrain.





Fédération algérienne de bodybuilding, fitness et powerlifting

## L'AG électorale «bis» reportée à une date ultérieure

L'Assemblée générale électorale (AGE) «bis» de la Fédération algérienne de bodybuilding, fitness et powerlifting (FABBFPL), initialement prévue hier (9h30) à l'hôtel du 5-Juillet (Alger), a été reportée à une date ultérieure, a-t-on appris, lundi, auprès de l'instance fédérale.

«Ce report intervient afin d'étudier le dossier de candidature à la présidence de Toufik Lallali (Biskra), qui a été rejeté une première fois par la commission de suivi et de renouvellement des instances fédérales», a précisé le secrétaire général de l'instance, Abdelkader Benbachir.

«La date de la nouvelle AGE sera fixée par cette commission», a-t-il ajouté.

La 1<sup>re</sup> AGE, tenue le 18 mars à Alger, avait été marquée par le rejet de la candidature de Younes Grini, par la majorité des membres votants.

Sur les 15 voix délibératives prononcées, Grini avait obtenu quatre «oui», contre onze «non». Face à cette situation et selon la réglementation, les membres de l'AG ont procédé au 2<sup>e</sup> tour, qui s'est achevé sur le même score.

Les membres de l'AG avait procédé à l'élection du nouveau Bureau fédéral, composé de sept membres, pour le mandat olympique 2021-2024.

Il y a lieu de rappeler que l'ancien président de la FABBFPL, Moussa Messaour et son bureau fédéral, ont été suspendus par le ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS) en octobre 2020. Suite à cette décision, un directoire composé de trois membres a été installé afin de gérer les affaires courantes de l'instance fédérale pour le reste du mandat olympique.

Il s'agit de Smlala Abdennour (président), Dali Mokhtar (membre) et Rachidi Kamel (membre).

Réélu en 2017 pour un deuxième mandat consécutif à la tête de la FABBFPL, Messaour avait déjà eu un passage en tant que président de l'instance fédérale entre 2006 et 2009. Il occupe également le poste de président de la Confédération africaine de powerlifting. Messaour était en conflit avec plusieurs athlètes algériens de la discipline.

Alors que les bilans de la FAF ont été adoptés

## L'AG électorale, le grand enjeu

La page de l'actuelle équipe dirigeante de la FAF est tournée avec la dernière AG ordinaire, tenue au Sheraton Club des Pins d'Alger et réservée à l'étude des bilans moral et financier qui ont été adoptés presque à l'unanimité, puisqu'il n'y a eu que deux votes contre et deux abstentions.



Qui succèdera à Kheireddine Zetchi ?

Par Mahfoud M.

Cette étape étant bouclée, les regards seront maintenant tournés vers l'AG électorale qui aura lieu dans moins de dix jours, et reste le principal enjeu des acteurs de la balle ronde nationale, notamment les membres de l'AG désireux de se porter candidats au poste de président de la FAF. Alors qu'il est «acquis» que le président sortant, Kheireddine Zetchi, ne sera pas candidat à sa propre succession, se sentant rejeté par les sphères décisionnelles, de nombreuses personnalités ont annoncé leur intention de se présenter pour briguer ce poste, à l'image d'El Moro, Antar Yahia, Charrefeddine Amara ou encore Azeddine Arab. La commission de candidature a été installée

lors de cette AGO et aura pour principale mission de recueillir les candidatures et de préparer cette AG électorale. C'est le président de l'US Chaouia, Abdelmadjid Yahia, qui a été placé à la tête de cette commission qui commencera son travail incessamment. Outre Yahia, ladite commission est composée des membres suivants : Mohamed Chibi (LFW Médéa), Mustapha Bouchebah (MO Béjaïa), Rachid Hamri (LFW Tipaza) et Sid Ali Bencherchali (USM Blida). Deux suppléants ont été également désignés, il s'agit de Hamza Guerfi (LFW El-Oued) et Djamel Zerhouni (LFW Sidi Bel-Abbès). Il a été également procédé à l'installation de la commission de recours, présidée par Nacer Slatni (LFW Tébessa), avec comme membres Azzouz Meguireche

(Amel Boussaâda), Abbès Morsli (USM Bel-Abbès), alors que les deux suppléants sont Salim Rehai (JSM Skikda) et Kamel Samra (LWF Sétif). Toutefois, cette commission ne fait pas l'unanimité au sein de l'Assemblée générale ou du moins une partie d'entre elle, étant donné que l'ex-président de la FAF, Mohamed Raouraoua, a contesté cette «désignation», arguant le fait que ce dernier avait été suspendu pour corruption et qu'il n'a donc pas le droit de présider une telle commission. Cela montre donc qu'une grande bataille est attendue dans la perspective de l'élection du nouveau patron de la FAF, vu qu'un grand nombre de concernés abattent leurs cartes et souhaitent imposer leurs protégés.

M. M.

Rugby

## Le premier tournoi national de beach-rugby universitaire le 8 avril aux Andalouses d'Oran

LE PREMIER tournoi national universitaire de beach-rugby féminin aura lieu demain sur la plage des Andalouses d'Oran, a-t-on appris, lundi, auprès de la Fédération algérienne de rugby. Cette manifestation sportive, organisée par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique et de la Fédération algérienne de rugby, regroupera des équipes universitaires d'Alger, Bida et Oran. Selon Mohamed Aissaoui, directeur technique adjoint, «l'objectif est de faire découvrir le ballon ovale aux universitaires est de montrer que cette discipline sportive est à la portée de tous». «Nous tenons en premier lieu à développer une convivialité pour la création d'un pôle uni-

versitaire de rugby féminin et le lancement d'un championnat national universitaire prochainement», a-t-il souligné. Le rugby est un sport qui continue de faire son bonhomme de chemin. La récente intégration de l'Algérie à «World Rugby», instance dirigeante de la discipline dans le monde, ouvre la voie à un nouvel essor sur le continent, a-t-il ajouté.

Ligue 1

## Les 20 équipes de l'élite obtiennent leurs licences de clubs professionnels

LES VINGT FORMATIONS évoluant en Ligue 1 algérienne de football ont obtenu, lundi à

Alger, leurs licences de clubs professionnels, peu avant le début des travaux de

l'Assemblée générale ordinaire (AGO) de la Fédération algérienne (FAF), tenue à l'Hôtel Sheraton du Club des Pins (Alger).

Abbes Moreceli, qui récupère cette licence de club professionnel.

En effet, les deux hommes sont en conflit au sein de leur club concernant la direction, et ce différend s'est étendu jusqu'à l'AGO de la FAF. Des membres du comité d'organisation ont donc dû intervenir pour calmer Aida et permettre ainsi aux travaux de l'AGO de se poursuivre.

De son côté, le président de la DCGF, Réda Abdouche, a tenu à souligner que «le gros travail» qui a permis d'aboutir à la délibération de ces licences de clubs professionnels n'aurait jamais été possible sans l'aide de tous. Il a donc tenu à remercier l'ensemble des personnes qui ont contribué à ce travail, y compris les clubs qui ont adhéré au projet.

## Ligue des champions (6<sup>e</sup> et dernière journée) Mamelodi Sundowns-CRB Nessakh et Belkhiter forfait à Pretoria

LES DEUX DÉFENSEURS latéraux du CR Belouizdad (Ligue 1 algérienne de football), Chamseddine Nessakh et Mokhtar Belkhiter, blessés, ont déclaré forfait pour le match décisif en déplacement face aux Sud-Africains de Mamelodi Sundowns, vendredi à Pretoria (14h00), pour le compte de la 6<sup>e</sup> et dernière journée (Gr.B) de la phase de poules de la Ligue des champions d'Afrique de football, a annoncé, lundi, le club algérois dans un communiqué.

«L'équipe s'est entraînée ce lundi matin pour la dernière fois,

avant de s'envoler mardi (hier) pour l'Afrique du Sud. Ce dernier galop a été marqué par l'absence de Nessakh, qui souffre des adducteurs, l'empêchant de faire partie du groupe.

De son côté, Belkhiter, en dépit du fait d'avoir pris part à cette séance, sera également forfait pour n'avoir pas encore été totalement rétabli», a indiqué le CRB sur sa page officielle Facebook.

Le CRB, vainqueur vendredi dernier au stade olympique du 5-Juillet face aux Congolais du TP Mazembe (2-0), a complètement relancé ses chances de

qualification pour les quarts de finale. Une victoire à Pretoria devant Mamelodi Sundowns, qualifié avant cette ultime journée, permettra au Chabab d'assurer sa qualification, sans attendre l'autre match mettant aux prises, à Lubumbashi, le TP Mazembe à Al-Hilal du Soudan. Au terme de la 5<sup>e</sup> journée, le CRB pointe à la 2<sup>e</sup> place au classement avec 6 points, loin derrière le solide leader Mamelodi Sundowns (13 pts).

Al-Hilal suit derrière à la 3<sup>e</sup> place avec 4 unités, alors que le TP Mazembe, éliminé, ferme la marche avec 2 points seulement.

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Vol au Parc de Gouraya

## Arrestation de deux malfaiteurs par la gendarmerie

DEUX membres d'une bande spécialisée dans le vol et composée de quatre malfaiteurs ont été arrêtés par les éléments de la gendarmerie de Béjaïa au niveau du Parc national de Gouraya, au courant de ces derniers jours. «Les deux individus ont brisé la vitre d'un véhicule appartenant à un visiteur et dérobé un sac à main, au moment où le couple était occupé à déjeuner», indique la cellule de communication du groupement de la Gendarmerie nationale de la wilaya de Béjaïa. Suite à cet acte, des rondes ont été menées dans le parc et ont donné lieu à l'arrestation de deux individus, alors que leurs deux complices sont toujours

en fuite. Confrontés avec la victime, les deux individus interpellés, âgés de 23 et 34 ans et natisés de Béjaïa, ont été identifiés comme les auteurs du méfait. Interrogés, l'un des individus a reconnu les faits qui leur sont reprochés. Ils ont également avoué avoir commis des méfaits du même genre au niveau de plusieurs sites, dont Cap Carbon, Les Aiguades et Pic des singes au niveau du même Parc. «L'enquête est toujours en cours afin d'appréhender les deux autres individus en fuite», souligne la même source. Un dossier a été établi et transmis aux autorités judiciaires compétentes.

H. C.

Industrie électronique

## Condor présente demain ses produits exportables aux représentants diplomatiques africains

CONDOR Electronics organise demain 8 avril à Alger une conférence/exposition à laquelle seront conviés les ambassadeurs et attachés économiques des pays africains représentés en Algérie, afin de leur présenter l'ensemble de ses produits destinés à l'exportation, a indiqué, hier, un communiqué de la société algérienne spécialisée dans l'industrie électronique et électroménager. Cet événement, qu'abritera le Centre international des conférences (CIC), aura pour thème «Promotion des échanges intra-africain» et entre dans le cadre du «renforcement des liens commerciaux avec les pays du continent», a précisé la même

source. Condor procèdera au cours de cette conférence/exposition, à la présentation de l'ensemble de sa gamme de produits destinés à l'exportation aux ambassadeurs et attachés économiques des pays africains représentés en Algérie, est-il mentionné dans le communiqué. Consciente du potentiel économique intra-pays africains, cette entreprise algérienne veut mettre à profit son expérience dans le domaine de l'électroménager et de l'électronique pour contribuer à la promotion des exportations hors hydrocarbures, conformément aux orientations des pouvoirs publics, a expliqué la même source.

R. N.

Béjaïa

## Saisie de kif traité

LES ÉLÉMENTS de la brigade d'intervention rapide (BRI) relevant du service de la police judiciaire de la sûreté de wilaya ont saisi 5,5 kg de kif traité au courant de la semaine dernière. «Deux individus âgés de 40 et 44 ans ont été arrêtés au cours de la perquisition du domicile d'un dealer», indique la cellule de

communication de la sûreté de wilaya. Les cinq kilos de drogue ont été retrouvés sous forme de 12 morceaux destinés à la commercialisation. Ils étaient emballés dans un sachet en plastique et placés dans l'armoire de la chambre du dealer. L'enquête menée par les éléments de la BRI a permis l'identification et

l'arrestation de son complice qui avait en sa possession 14 millions de centimes, représentant les revenus de la drogue commercialisée. Selon la même source, «les deux individus ont été présentés devant le parquet pour les chefs d'accusation de possession, recel, commercialisation, achat de drogue en vue la revendre et récidive».

H. C.

Djelfa

## Deux morts dans un accident de la route à Messaâd

DEUX personnes ont trouvé la mort dans un accident de la route survenu lundi dans la ville de Messaâd (75 km au sud de Djelfa), a-t-on appris auprès des services de la Protection civile. Selon le chargé de communication, le sous-lieutenant Abderrahmane Khadher, «les unités secondaires de la ville de Messaâd sont intervenues suite à un accident entre un camion et

une moto à la localité de Nouawra». L'accident a causé la mort de deux personnes âgées de 24 et 28 ans, a-t-il ajouté. Une enquête a été ouverte par les services compétents pour déterminer les circonstances exactes de l'accident, a indiqué le chargé de communication auprès des services de la Protection civile.

K. L.

## La France se reconfiner pour un mois



Djalou@hotmail.com

Béjaïa

## Nouvelle opération de relogement de 22 familles sinistrées

■ Après le relogement de 20 familles sinistrées des quartiers de l'ancienne ville de Béjaïa, notamment ceux des écoles Larbi-Tebessi Tamindjout, Oued Achallal, entre autres, suite au séisme du 18 du mars, l'opération se poursuit au fur et à mesure que le CTC avance dans le travail d'expertise et de classement des bâtisses endommagées.

Par Hocine Cherfa

Une nouvelle opération de relogement a eu lieu avant-hier. Elle devrait toucher au total 22 familles sinistrées dont les bâtisses ont été dégradées par le séisme qui a

frappé la ville, notamment celles habitant à la rue Fatima. «Une opération de relogement de 22 familles, dont les logements ont été gravement endommagés lors du séisme qui a ébranlé la ville de Béjaïa, est organisée», a indiqué dans un post la cellule de communication de la wilaya. Et d'ajouter : «Cette opération va se poursuivre afin de reloger le maximum de familles concernées avant le mois sacré du ramadhan». Des familles sont toujours en attente de relogement, notamment à la Place «Philippe» Houma-Kermane. Elles devaient être relogées hier matin, mais elles ont été informées que l'opération les concernant était différée sans autre explication, ce qui les a beaucoup inquiétés. D'autres familles attendent également d'être re-

logées à Sidi-Soufi et dans d'autres quartiers comme Bab-Elouz. Il y a également le cas des cinq familles de la rue Salah Larbaoui, dont les habitations ont été classées en zone rouge par le Contrôle technique communal (CTC). Ces dernières ont interpellé, avant-hier, les autorités afin de hâter leur relogement de peur que leurs vieilles bâtisses très endommagées par le séisme ne s'effondrent sur eux. Pour sa part, un groupe de citoyens de la cité Bab-Elouz ancienne-ville a fermé, avant-hier, l'accès au quartier afin de revendiquer le relogement de leurs familles et quitter leurs vieilles habitations, sérieusement endommagées par le tremblement de terre du 18 mars dernier.

H. C.

ARH

## «Les archives étant numérisées n'ont pas été ravagées par l'incendie»

Le président du Comité de régulation des hydrocarbures (ARH), Rachid Nadil, a assuré que l'incendie, déploré lundi au siège de l'ARH, «n'a pas détruit les archives car elles sont numérisées et conservées sur des serveurs». «Toutes les archives existent en formes numérisées et sont stockées sur des serveurs de l'ARH», rappor-

te la page Facebook de l'ARH, citant M. Nadil qui précise qu'un court-circuit serait à l'origine de cet incendie qui n'a causé aucune perte humaine. Les unités de la Protection civile de la wilaya d'Alger ont procédé à l'extinction d'un incendie qui s'est déclaré, lundi, au service des archives relevant de l'Autorité de régulation des hydrocarbures (ARH) dans la

commune d'El Biar. L'ARH a rappelé qu'elle «ne possède qu'un seul et unique compte officiel authentifié sur Facebook», assurant que «toutes les mesures nécessaires seront prises contre toute tentative d'usurpation de son identité visuelle ou d'atteinte à la réputation et à la crédibilité de l'ARH ou de ses responsables».

K. L.